

## Aux urnes, Citoyens



Par Jean-François RUPERT

Editorial de FGTE Magazine n°36

Nous voici entrés en campagne électorale. La CFDT a ses propres priorités et n'en change pas au gré des vents ou des interlocuteurs : l'emploi, les salaires, les conditions de travail, le service public, l'égalité professionnelle notamment. Elle a aussi une ambition : transformer la société pour la rendre plus juste et plus solidaire. Comment alors rester indifférents au contexte dans lequel s'inscrit notre action sans nous condamner à une forme d'impuissance ?

Après des années de crise sociale, l'enjeu est désormais une possible rupture avec un modèle social solidaire. Le choix risque donc d'être quelque part décisif : autant être éclairé à l'avance. Et faire savoir à tous nos gouvernants potentiels qu'ils devront compter avec nous.

C'est à partir de notre expérience de salariés, actifs et retraités, de notre présence dans les entreprises et les quartiers, que nous interpellons les candidat(e)s pour les amener à formuler précisément leurs propositions. Leurs réponses seront un élément du débat public dont nous rendrons compte notamment sur notre site internet.

La CFDT n'est pas neutre, elle est un acteur engagé, qui cherche par ses propositions à amener les forces politiques à se situer et à s'engager sur les questions qui nous tiennent à cœur. Elle participe ainsi à forger une certaine conception de l'intérêt général.

Nous nous sommes adressés aux forces politiques de gouvernement, car au-delà de la présidentielle il y aura des législatives et une majorité qui devra se former autour d'un projet. Cela ne veut pas dire qu'à nos yeux il n'y ait pas de propositions ou de réflexions intéressantes en dehors du PC, du PS, des Verts, de l'UDF et de l'UMP, comme dans la société civile d'ailleurs. Mais qu'on le veuille ou non, le pouvoir au lendemain de ces élections sera aux mains de certains de ceux-là, les autres forces politiques ayant fait le choix de peser de l'extérieur.

Si les citoyens ont été privés d'un choix véritable, projet de gouvernement contre projet de gouvernement en 2002, c'est qu'il y a malgré tout des candidatures qui sont « hors-jeu », c'est-à-dire des forces politiques qui ne portent que la ruine de la démocratie, la peur, la haine, et finalement la violence. L'extrême-droite, pour nous, ne doit pas avoir la possibilité d'accéder au pouvoir tant elle s'oppose aux valeurs républicaines. Nous devons aussi nous engager sur ce terrain au nom de nos valeurs. Être adhérent à la CFDT donne des droits et aussi des devoirs. Faire du salarié un citoyen dans l'entreprise, vouloir agir pour changer les choses, va de pair avec prendre ses responsabilités dans la cité, c'est-à-dire choisir en toute liberté ceux qui vont gouverner... parmi ceux qui respectent la démocratie et la République.

Jean-François Rupert